

SÉRIE 3/3

Entre les lignes des accords

Les accords gouvernementaux ont été présentés par les nouvelles coalitions dans les trois Régions. La plupart du temps avec leurs lignes de force. Nous avons éplu-

ché les textes et sélectionné des éléments concrets sur des dossiers parfois moins médiatisés.
Aujourd'hui : les accords flamands.

La Flandre met son secteur socio-culturel à la diète

- L'obsession budgétaire du premier gouvernement dominé par les nationalistes fait craindre le pire aux organisations sociales, culturelles et de jeunesse.
- Le gouvernement Bourgeois annonce aussi des coupes claires dans l'enseignement supérieur et universitaire.
- Il veut mettre tout le monde au travail et creuse la piste d'un service à la communauté pour les chômeurs de longue durée.
- La princesse Astrid est invitée à voyager deux fois moins pour le compte de la Flandre.

PAGE 8

« Une administration amincie. »

Des agents moins nombreux mais plus efficaces

Le nouvel accord de majorité (N-VA/CD&V/VLD) promet une administration tout entière focalisée sur les besoins du client-utilisateur. Mais il annonce aussi que les fonctionnaires devront faire plus en étant moins nombreux. La recette ? Des moyens plus ciblés : d'ici le 1^{er} janvier 2015, un plan des tâches essentielles des activités des départements et des agences sera mis en place afin de déterminer les missions cardinales de chacun. Des fuites dans la presse flamande font état du départ de 1.950 fonctionnaires flamands pendant la législature.

DIRK VANOVERBEKE

PAGE 34

« Le service à la communauté peut-être considéré comme une expérience professionnelle. »

Tout le monde au travail

C'est le premier intitulé du chapitre consacré à l'Emploi. L'*activation* sera le mot-clé de la politique de remise à l'emploi en Flandre. L'accord souligne que le gouvernement intensifiera l'observation et le contrôle de la disponibilité des chômeurs. Il se concertera avec le niveau fédéral pour affiner - comprenez durcir - la réglementation en matière de recherche active d'emploi, de contrôle et de sanctions administratives. Par ailleurs, les chômeurs de longue durée devront rester le plus possible concentrés sur le monde du travail. Pour tendre vers cet objectif, le gouvernement instaurera un système qui permettra aux employeurs de disposer des compétences et des expériences professionnelles accumulées par les chômeurs de longue durée. Et la déclaration gouvernementale précise qu'*« un service à la communauté peut être considéré comme une expérience professionnelle »*. Une petite phrase qui fait écho aux propos de campagne des nationalistes et des libéraux flamands, partisans d'un service à la communauté obligatoire pour les chômeurs de longue durée.

D. V.

PAGE 95

« Le calcul du loyer des logements sociaux tiendra notamment compte du revenu de l'occupant. »

Le logement social à vie, c'est fini

La majorité VLD/CD&V/N-VA met un terme aux contrats de location à vie des logements sociaux. Les locataires dont les revenus ont significativement augmenté pourront dorénavant se voir ordonner de quitter leur habitation. De telles dispositions sont déjà en vigueur depuis plusieurs années en Wallonie et depuis janvier 2013 à Bruxelles. Liesbeth Homans (N-VA), la ministre flamande du Logement, souligne à cet égard que le secteur du logement social évoluera vers un système comparable à celui du privé, avec des baux de 3-6-9 ans et des évaluations intermédiaires.

D. V.

PAGE 104

« Nous prenons les initiatives nécessaires pour renforcer la connaissance du néerlandais (screenings et immersion linguistiques, cours de rattrapage) et nous encourageons les écoles à aller dans ce sens. Nous incitons les parents à apprendre le néerlandais. »

Le prix de l'excellence

Le niveau de l'enseignement flamand est excellent, selon toutes les comparaisons internationales. Le nouveau gouvernement applaudit. Dans les dix pages de l'accord de majorité, il décline comment il compte consolider ces bonnes performances. Et, au passage, insiste sur l'importance de l'apprentissage du flamand pour ses primo-arrivants en annonçant qu'il mettra tout œuvre pour que tous les nouveaux citoyens de Flandre maîtrisent la langue de Vondel. Ce qui ne figure pas en revanche dans l'accord du gouvernement de Geert Bourgeois (N-VA), ce sont les économies projetées sous la législature en matière d'enseignement. Certains médias flamands ont découvert le tableau financier qui devait rester secret : il affiche une compression de dépenses de 820 millions d'euros au cours de la législature, dont la moitié devra être couverte par l'enseignement supérieur et les universités. Les droits d'inscription seront revus drastiquement à la hausse. En Flandre, de nombreux experts s'insurgent déjà contre des mesures qui, selon eux, s'apprentent à saper la démocratisation de l'enseignement au Nord du pays.

D. V.

PAGE 160

« L'Autorité doit se débarrasser de ce que la société peut faire elle-même. »

Moins de subsides, plus de frais

L'orthodoxie et l'équilibre budgétaires sont deux objectifs majeurs de la nouvelle majorité. Elle a choisi, dit-elle, de ne pas augmenter la fiscalité, mais de « travailler avec des mesures et des réformes structurelles ». Si aucun chiffre ne figure dans l'accord, les ministres ont dressé un rendement budgétaire des futures mesures que certains médias ont pu consulter. Parmi les hausses annoncées, celle de l'assurance de soins. Son coût, de 25 euros aujourd'hui, sera doublé. Les frais de garderie et de crèche seront aussi augmentés. Et les subsides des organisations sociales, sportives et culturelles subiront une cure sévère d'amaigrissement estimée à un milliard d'euros sur l'ensemble de la législature.

D. V.

PAGE 155

« Nous diminuons le nombre de missions principales organisées par l'agence belge pour le commerce extérieur à deux par an. »

Les missions principales rabotées

La nouvelle majorité a décidé de concentrer ses efforts sur son agence à l'exportation, la FIT (Flanders Investment & Trade), le pendant de l'Awex, l'Agence wallonne à l'exportation. Et réduit sa dotation à l'agence fédérale pour le commerce extérieur. Et diminue de moitié le nombre de missions principales annuelles : de 4 à 2. La petite idée de Geert Bourgeois, premier président nationaliste d'un gouvernement flamand, a fait bondir l'Unizo, la puissante organisation des PME flamandes, qui affirme que ces missions principales permettent à des PME d'ouvrir leurs portes aux marchés extérieurs, offrant des débouchés à deux tiers des entreprises qui y participent. Détail piquant, le chapitre intitulé « une politique étrangère flamande forte et ambitieuse » se clôture par cette phrase venue de nulle part : « *Nous ne ratifions pas la convention cadre sur les minorités.* » On s'en serait douté. Pour les distraits, cette même phrase avait déjà été énoncée en page 17 de l'accord, relative à la politique flamande en périphérie bruxelloise. Quelques lignes plus haut, après avoir signalé que la nouvelle majorité prendrait des initiatives contre les communes à facilités qui ne prendraient pas assez de mesures pour stimuler la culture flamande, elle rappelle son dogme : « *Nous nous en tenons aux principes qui sont à la base des circulaires flamandes (Peeters et Martens) en application dans les communes à facilités : ces communes appartiennent intégralement au territoire linguistique flamand. Les francophones doivent demander formellement les facilités auxquels ils ont droit.* » Le futur gouvernement prône donc l'envoi systématique de tous les documents administratifs d'abord en néerlandais. A charge pour l'intéressé qui le souhaite de demander, à chaque fois, une traduction à l'administration. Les « pesterijen » (les tracasseries, pour rester poli) à l'égard des francophones de la périphérie bruxelloise vont reprendre de plus belle. Cela aussi, on s'en serait douté.

D.V.

« Dans le cadre du renforcement de la collaboration culturelle avec les Pays-Bas. »

Le retour des orangistes

Le gouvernement flamand veut profiter du « momentum » que constitue l'importante Foire du livre de Francfort en 2016 pour raffermir ses liens culturels avec les Pays-Bas. Elle invite la maison communautaire hollando-flamande « deBuren » à proposer à ses visiteurs internationaux de découvrir le vaste paysage culturel des deux « Etats », notamment via les canaux digitaux. Sur le terrain international, la nouvelle majorité prône aussi une collaboration intensive avec les Pays-Bas, la Rhénanie du Nord et la Westphalie. Un triangle d'or avec lequel la Flandre veut prioritairement collaborer en matière économique, de mobilité, de concurrence, d'innovation et de culture. Mais, pour en revenir au chapitre culturel, on comprend mieux la vision de la nouvelle majorité en ouvrant le chapitre de la déclaration relatif à Bruxelles. Outre le renforcement du Muntpunt au titre de « fenêtre de la Flandre à Bruxelles », toutes les institutions culturelles flamandes présentes dans la capitale recevront un « logo identifiable symbolisant l'offre ouverte et de qualité de la communauté flamande à Bruxelles ».

En outre, l'AB, le Kaaitheater, le KVS et le Beursschouwburg doivent se profiler comme les ambassadeurs de la politique culturelle flamande et collaborer structurellement avec d'autres acteurs néerlandophones, issus par exemple de l'enseignement et du secteur socioculturel. Pour le gouvernement de Geert Bourgeois, la culture flamande à Bruxelles doit donc devenir un instrument de promotion de la communauté linguistique néerlandophone.

Pas sûr que les directeurs de théâtres flamands à Bruxelles partagent la même longueur d'onde...

D.V.

EMOI

L'entrée loupée de la nouvelle majorité

Le gouvernement Bourgeois I^{er} n'augmentera pas les impôts. Il l'écrit en page 160 de l'accord de majorité. En revanche, il n'épargnera ni les organisations sportives, sociales et culturelles, ni les mouvements de jeunesse (scouts et Chiro, pendant du Patro), ni l'enseignement supérieur, dont il rabotera les subsides. Ni les familles, pour lesquelles le prix des crèches va grimper.

Les mouvements de jeunesse, la Ligue des Familles, les associations culturelles

sonnent le tocsin au nord du pays. Le syndicat chrétien, pourtant proche du CD&V au pouvoir, ne cache pas non plus son inquiétude face à la nouvelle compression de dépenses imposées dans la fonction publique.

La chaîne publique, la VRT, et les transports publics De Lijn sont aussi dans le viseur des économies de la nouvelle majorité. Les organisations de classes moyennes sont sur pied de guerre. Des recteurs d'université tirent la sonnette d'alarme. Des intellectuels prophétisent que l'ambition de la nouvelle tripartite au pouvoir, emmenée et dominée par la N-VA, à défaut d'obtenir une nouvelle réforme de l'Etat, consiste aussi à démembrer la sécurité sociale, histoire de

dénouer un des derniers liens qui fédèrent encore le pays. Un pays exécré par Geert Bourgeois, qui entrera dans l'Histoire comme le premier chef de gouvernement nationaliste et comme fondateur de la N-VA, ce parti qui, dans le premier article de ses statuts, appelle à l'indépendance de la Flandre.

Comme en Wallonie et à Bruxelles, le texte de l'accord flamand ne livre aucun chiffre, ne révèle ni la hauteur de l'effort, ni les secteurs touchés par les économies. Il aura suffi d'une fuite dans la presse pour gâcher la Joyeuse Entrée de Bourgeois I^{er}, prévue lors de sa déclaration de septembre au Parlement flamand.

D.V.